M. Legault : …être à Montréal, et de vous revoir. Aujourd’hui, on veut vous parler des masques. D’abord, on a eu beaucoup d’ouvertures d’entreprises, de commerces, de services au cours des dernières semaines. Puis honnêtement, ça se passe bien. Donc, quand on regarde le nombre de cas, le nombre d’hospitalisations, le nombre de décès, on voit qu’il y a une baisse constante. Donc, c’est encourageant. Mais – mais, mais, mais – il faut être prudent. Il faut être prudent. Quand on regarde, entre autres, ce qui se passe chez nos voisins du Sud – je pense entre autres à la Floride, que les Québécois connaissent bien, mais aussi la Californie, le Texas – on pensait, dans ces États, que la propagation du virus était sous contrôle, mais on s’est rendu compte, depuis une semaine ou deux, qu’il y a une forte augmentation du nombre de cas. Pour toutes sortes de raisons, mais essentiellement parce que les gens se sont davantage réunis et se sont contaminés. Donc, on voit que dans certains États aux États-Unis, on est obligé de reconfiner, donc de mettre des restrictions, entre autres dans les bars, parce que – on le voit aussi au Québec – c’est difficile de respecter le 2 mètres, surtout après quelques verres. C’est ça qu’on me dit. Donc c’est très, très important de respecter les consignes. Parce que la dernière chose qu’on voudrait au Québec, c’est de revenir à où on était il y a quelques mois, donc de revenir dans une situation où il faut reconfiner, où il faut reculer, mettre des

restrictions, fermer des commerces, des entreprises. Je pense qu’il n’y a personne qui veut ça.

Évidemment – et je l’ai dit souvent, et puis ç’a été démontré – depuis le début de la crise, les Québécois ont été extraordinaires. C’est ici, là – et puis on dit pas ça à travers notre chapeau : il y a eu des applications qui l’ont démontré – c’est ici au Québec que les gens ont fait le plus attention. C’est ici qu’ils ont respecté le plus les consignes. Quand on regarde les 60 États et provinces en Amérique du Nord, c’est ici qu’on a le plus suivi les consignes. Et depuis qu’on a commencé à rouvrir les entreprises, les différents services offerts à la population, bien, le mot d’ordre qu’on s’est donné, c’est d’y aller progressivement. Le mot que j’ai peut-être répété le plus souvent dans les dernières semaines, c’est d’y aller progressivement.

Donc, rappelons-nous : d’abord, on demandait aux gens de rester à la maison ; que les personnes sortent seulement pour aller à l’épicerie ou à la pharmacie ou chercher un service qui est essentiel. Ensuite, on a ouvert davantage les services, graduellement. On a mis en place une consigne où on a recommandé le masque. Donc, de ce côté-là aussi, on est allés graduellement, en recommandant de mettre un masque quand on n’est pas capable de respecter le fameux 2 mètres. Je pense que tout le monde, on se rend compte qu’on est plus prudent. C’est parfois spécial de voir des amis qu’on n’a pas vus depuis longtemps et de rester à 2 mètres. Ce n’est pas toujours facile, mais on voit que les habitudes sont en train de changer. Puis quand on a mis en place le masque, eh bien, on a demandé entre autres que le masque soit porté dans les endroits où il y a beaucoup de monde, entre autres les transports en commun. Puis on a fait une opération, qu’on a lancée à partir d’ici, avec la mairesse de Montréal Valérie Plante, que je veux d’ailleurs remercier. Je veux remercier aussi toutes les sociétés de transport qui ont distribué des masques, qui se sont assurés que cette recommandation-là… (Toux) C’est comme ça qu’il faut faire (Rires)

On y est allés de façon progressive. Mais évidemment, plus on rouvre les entreprises, plus on rouvre les commerces, bien, plus il y a de monde dans les transports en commun ; plus il y a de monde dans le métro, plus il y a de monde dans les autobus. Puis là, je pense qu’on est rendus à une nouvelle étape. Donc, évidemment, on l’a dit souvent : il y a des changements, mais c’est une évolution, puis il va continuer d’y avoir une évolution. Donc, o est rendus aujourd’hui à une nouvelle étape. C’est pour ça que je vous annonce qu’à partir du 13 juillet – donc, pas lundi qui vient, l’autre lundi – les masques vont maintenant être obligatoires dans les transports en commun. Donc, il n’y aura pas de police, mais on

va demander aux gens qui gèrent les sociétés de transport d’interdire l’entrée dans les transports en commun aux gens qui ont pas de masque.

Et je pense qu’on est rendus là. Puis c’est une question de respect. Je l’ai souvent répété : le masque, c’est beaucoup plus pour protéger les autres que pour se protéger soi-même. Et c’est une question de respecter les autres. Donc, c’est pas une question, là – j’en entends certains traiter ceux qui ne portent pas (sic) de masque de peureux ou de pas tough, ou appelez ça comme vous voudrez – c’est pas ça, l’idée. C’est qu’une personne qui porte un masque, c’est parce que qu’elle respecte les autres personnes. Puis au cas où elle soit infectée, bien, elle ne veut pas infecter les autres Québécois. Donc, c’est vraiment une question de respect.

Ce qu’on fait, le règlement qu’on met en place, ça va s’appliquer à tous ceux qui ont 12 ans et plus. Donc, ça va s’appliquer dans tous les transports en commun, dans toutes les régions du Québec, pour les enfants de 12 ans et plus. Les enfants de 2 à 12 ans, ça va être recommandé, même fortement recommandé, mais pas obligatoire pour les enfants. Puis pour ce qui est des enfants de zéro à 2 ans, bien, il y a des risques à porter un masque pour ces enfants-là : donc, ce n’est pas… On demande aux enfants de 2 ans et moins de ne pas porter de masque. Donc, on fait pas exprès pour rendre ça compliqué, là, mais 2 à 12 ans : fortement recommandé, mais pas obligatoire ; puis 12 ans et plus, obligatoire.

Bon. Évidemment, on va laisser une période de transition. Donc, on va demander aux sociétés de transport, à partir du 13 juillet, d’aviser que c’est maintenant obligatoire. Mais on va laisser un 2 semaines de transition, donc jusqu’au 27 juillet, avant de vraiment commencer à interdire l’entrée dans le métro, dans les autobus aux personnes qui n’ont pas de masque. Donc, ça va donner la chance aux gens, pendant ces deux semaines de transition, s’ils n’ont pas de masque, de s’en procurer. On va essayer d’aider, comme on a commencé à le faire, à fournir des masques à certains endroits. Mais à partir du 27 juillet, là les gens ne pourront plus entrer dans les transports en commun s’ils ne portent pas de masque.

Bon. Il y a des gens qui vont demander : « O.K. Vous rendez le masque obligatoire dans le transport en commun. Qu’est-ce qui arrive dans les commerces ? Qu’est-ce qui arrive dans les lieux publics où il y a beaucoup de monde ? » Ça continue d’être fortement recommandé, mais pour l’instant – je dis bien : pour l’instant – ce n’est pas obligatoire. Donc, on n’exclut pas, éventuellement, de rendre le masque obligatoire ailleurs que dans les transports en commun. Ça va dépendre de beaucoup de facteurs, entre autres l’évolution du nombre de cas, l’évolution de la pandémie. Mais aussi, on veut encore là y aller progressivement. Je pense qu’une des raisons pourquoi on a bien réussi, au Québec, c’est justement parce qu’on y est allés progressivement. On n’a pas commencé à mettre douze mesures tout d’un coup : on y est allés progressivement. Les gens s’habituent progressivement. Donc, pour les commerces et les lieux publics, pour l’instant, c’est fortement recommandé de porter un masque, mais c’est pas obligatoire.

Je conclus en vous disant que je comprends que ce n’est pas agréable de porter un masque, surtout l’été : il fait chaud ; avec le masque, c’est encore plus chaud. Donc, ce n’est pas agréable. Mais en même temps, c’est nécessaire si on ne veut pas revenir en arrière. Si on ne veut pas être obligés de reconfiner, si on ne veut pas voir ce qui se passe dans certains États aux États-Unis, bien, c’est important de prendre nos précautions, et puis il faut le faire par respect. Donc, je demande à tous les Québécois, par respect pour les autres Québécois, de porter un masque quand vous êtes dans le transport en commun. Vous savez, la Covid-19, c’est dangereux. C’est sérieux. Il y a encore des décès. C’est relativement facile d’attraper la Covid-19 d’une autre personne qui est trop proche. Donc, soyons plus intelligents que le virus.

Je termine en vous disant : quand on porte un masque, on n’est pas peureux, on est juste très respectueux. Donc, merci, déjà, tout le monde à l’avance, de votre compréhension. Good morning. Quebecers have been extraordinary in the last few months. It’s in Quebec that people have been the most careful and have respected public health instructions the most, but we must stay careful. We don’t want to see the contagion restart as we’re seeing in many states in the U.S. We don’t want to be forced to go back to a lockdown. That’s why we have reopened progressively in the last weeks, but there are more and more people on public transport, and we’re now in a new phase.

I’m announcing today that wearing a mask will be mandatory on public transport starting July the 13th. Those not wearing a mask won’t be allowed on public transport. This applies for everyone above the age of 12. For children between 2 and 12 we recommend a mask, but it is not mandatory, and children under 2 years-old shouldn’t wear a mask. As for shops and other public places, we continue to strongly recommend wearing a mask, but for now we won’t make it mandatory, but this could change.

Let’s be clear, wearing a mask is not about fear, it’s about respect. Wearing a mask protects other people in case we are infected; so, I ask every Quebecer to follow the public health instructions out of respect for each other. Thank you.

Le Modérateur : (Pour) (?) la période de questions, vu le nombre important de journalistes, je vous demanderais de vous limiter à une question par journaliste. On va commencer par Vincent Larin, du Journal de Québec, Journal de Montréal.

M. Larin (Vinvent) : Oui. Bonjour, monsieur Legault. Question précisément pour vous. Vous avez donné une entrevue à ma collègue Geneviève Lajoie le 12 juin dernier. Je vous cite, à propos de l’obligation de rendre… de rendre le masque obligatoire : « Je pourrais le faire, c’est moi qui décide. Je pourrais, si je pensais que c’était bon, mais je ne pense pas que ce serait bon. » Qu’estce qui a changé depuis le 12 juin qui fait que vous pensez maintenant que c’est une bonne chose de le rendre obligatoire ?

M. Legault : Je pensais que j’avais été clair, mais je vais répéter un peu ce que j’ai dit. Ce que je disais tantôt, c’est qu’il faut y aller progressivement. Et évidemment, aujourd’hui, il y a beaucoup plus de monde dans le transport en commun qu’au moment où j’ai fait cette déclaration. Donc, on l’a vu tout au long de la pandémie : ça évolue. Les règles évoluent en fonction du contexte, en fonction aussi de la pandémie, en fonction de ce qui se passe chez nos voisins. Donc, on voit, on sent aujourd’hui le besoin d’aller une étape plus loin.

M. Larin (Vinvent) : Donc, juste pour comprendre : c’est précisément l’augmentation de la fréquentation des transports en commun qui explique ça ?

M. Legault : C’est un ensemble de raisons. Vous savez, il y a quelques mois, on demandait aux gens de rester à la maison. J’ai pas changé d’idée là-dessus : à l’époque, c’était ce qu’il y avait de mieux. Là, on a commencé, dans les dernières semaines, à ouvrir. On voit qu’il y a des personnes qui ne portent pas le masque dans le transport en commun, on voit qu’il y a de plus en plus de monde, on voit que dans certains États… Je ne sais pas si on parle d’un retour de la première vague ou d’une deuxième vague, mais on voit une augmentation des cas. Et on veut y aller progressivement. Puis je le disais, là : ça se peut que dans deux semaines, vous veniez me voir pour me dire : « Monsieur Legault, vous avez dit de pas… que le masque n’était pas obligatoire dans les commerces, puis là, vous nous dites qu’il est rendu obligatoire. » Ça se peut. Ce n’est pas parce qu’on fait un 180 degrés – 180 ou 360 ? 180 – c’est parce que la situation évolue, puis il faut y aller progressivement.

Le Modérateur : On va passer à Michel Jean, de TVA Nouvelles.

M. Jean (Michel) : Bonjour, monsieur Legault. Bonjour à tous.

M. Legault : Bonjour.

M. Jean (Michel) : Monsieur Legault, vous nous avez dit tantôt que la situation était encore dangereuse, qu’il y avait du danger, et cetera. Là, si je comprends bien, on attend deux semaines avant de le mettre en place, deux semaines avant de le rendre complètement obligatoire. Si c’est dangereux, pourquoi attendre un mois ?

M. Legault : Bien, écoutez : on aurait pu vous dire aussi : « On le fait en septembre, lors de la rentrée.. » Mais étant donné… À un moment donné, c’est une question… Il n’y a pas de réponse blanc-ou-noir, là. C’est juste une question qu’il faut donner le temps aux gens de s’habituer. On l’annonce maintenant pour dans deux semaines ; à partir de dans deux semaines, les autorités des sociétés de transport vont dire aux gens : « La prochaine fois, vous ne serez pas accepté. » Donc, je pense que c’est une question… La réponse, c’est d’y aller graduellement.

Le Modérateur : Une dernière.

M. Jean (Michel) : Une question sur l’accord de libre-échange qui entre en vigueur demain. Comment vous réagissez à ça ? Êtes-vous inquiet ? Avezvous peur, par exemple, pour l’aluminium, des sanctions, et cetera ?

M. Legault : Grosse question. D’abord, j’aime mieux avoir une entente avec les États-Unis et le Mexique que de ne pas avoir d’entente. Hein, on se rappelle que le Canada, puis le Québec en particulier, exporte beaucoup plus aux États-Unis qu’on importe. Donc, on a une balance commerciale positive. C’est à peu près le seul pays avec qui on a une balance commerciale positive. Donc, on a beaucoup plus à perdre s’il n’y avait pas d’échange que s’il y a un échange. Bon. Maintenant, concernant l’aluminium, on a essayé de se battre pour éviter que l’aluminium de Chine rentre indirectement aux États-Unis – parce que c’est ça qui est le problème, actuellement : la surcapacité vient de l’aluminium qui vient indirectement de Chine. J’en ai discuté avec Justin Trudeau la semaine passée. Je pense qu’il faut être relativement ferme avec les Américains. Il faut utiliser toutes les possibilités légales qu’on a. Ça veut dire : est-ce que nous, on doit penser, malgré la nouvelle entente, à taxer des nouveaux produits américains qui entrent ici au Canada, en échange de ce tarif sur l’aluminium ? Mais évidemment, le premier choix, c’est qu’il n’y ait pas de tarif sur l’aluminium. Bon, Évidemment, il y a une élection, au mois de novembre. Donc, on va suivre le résultat. Mais c’est sûr que ça nous ferait très mal. Puis moi, j’ai demandé au gouvernement fédéral d’être très dur avec les Américains pour éviter ce tarif sur l’aluminium.

M. Jean (Michel) : Question que j’ai oubliée. On a vu des images, en fin de semaine, des gens qui se baignaient.

M. Legault : Ouais.

M. Jean (Michel) : Comment vous réagissez ? Vous avez vanté tantôt la discipline des Québécois, qui ont respecté les règles. On constate que ce n’est pas le cas, actuellement. Les gens se sont plaints, à Rawdon : la plage, les gens qui sont en costume de bain avec pas de masque, et cetera ; des foules. Comment vous réagissez à ça, vous, monsieur Legault ?

M. Legault : Bien, c’est inquiétant. Mais c’est une question psychologique. Quand on regarde, au mois de mars, avril les gens en faisaient plus que moins parce qu’ils avaient peur ; là, on dirait qu’il y a certaines personnes qui ont moins peur, qui regardent la baisse du nombre d’hospitalisations, du nombre de cas, du nombre de décès, puis qui se disent : « Bon, il n’y a plus de danger. » Il faut être prudent. Et donc, je n’aime pas ça voir ça, des gens qui ne respectent pas le 2 mètres, que ça soit à Rawdon ou que ça soit dans un bar. Je n’aime pas ça. Puis je pense qu’une des raisons, aussi, de ce qu’on annonce aujourd’hui, c’est de dire aux gens : « Attention, là, on ajoute une directive où on dit : masque, à partir de maintenant, va être obligatoire dans les transports en commun. » Ce n’est pas pour rien, là : c’est parce qu’on dit : « Il y a une possibilité d’une deuxième vague, et faites attention. » Donc, il va falloir travailler fort, moi le premier, puis je le dis aux Québécois : ne faites pas ce qui est arrivé à Rawdon. C’est très dangereux. Regardez ce qui s’est passé en Californie : il y a eu une fête – je pense que c’est le Memorial Day – puis là, tout à coup, les cas ont explosé. Donc, c’est encore là. Le virus est encore là, puis il ne faut pas avoir des activités où on est à moins de 2 mètres des autres. Le virus rôde toujours autour.

Le Modérateur : On va y aller avec Pierre St-Arnaud, la Presse canadienne.

M. St-Arnaud (Pierre) : Bonjour, monsieur Legault, monsieur Arruda. Question qui m’intrigue un peu. Vous savez très bien que le public en général a reçu beaucoup de messages contradictoires concernant le masque. D’abord, on ne le recommandait pas ; ensuite, on l’a recommandé ; ensuite, fortement recommandé ; maintenant, on le rend obligatoire là, mais pas dans les commerces encore. Encore hier, le docteur Niew (phon), à Ottawa, disait : « Moi, je préfère que les gens soient encouragés plutôt que de règlementer. » Parce qu’il craint une réaction épidermique. Comment est-ce qu’on fait pour que les gens comprennent le message, malgré tous les messages contradictoires, d’une part ? Et d’autre part, à partir du 27 juillet, physiquement, il se passe quoi dans un autobus lorsque quelqu’un se présente et qu’il est récalcitrant ? Vous savez que ça va arriver. C’est inévitable. Ça va se produire dans le métro ; ça va se produire dans les autobus ; ça va se produire dans les autobus en région éloignée aussi. On fait quoi, physiquement, à ce momentlà ?

M. Legault : Bon. D’abord, pour ce qui est de l’évolution des consignes, c’est normal qu’il y ait une évolution des consignes. On n’était pas pour exiger à tout le monde de porter un masque quand tout le monde était à la maison. Donc, c’est sûr que plus on ouvre, plus il y a de risque, plus on ajoute des consignes. Ça, c’est normal : c’est une évolution, puis ça va continuer de se faire. Puis un, on veut y aller progressivement ; deux, on veut aussi tenir compte de la situation de l’évolution du nombre de cas ici, mais aussi chez nos voisins, ailleurs dans le monde. Est-ce qu’il y a, bon, une deuxième vague, ou un sursaut de première vague ? Les spécialistes ne sont pas tous d’accord là-dessus. Bon. Pour ce qui est de la règlementation, bien, on demande aux sociétés de transport… Quelqu’un me disait – un exemple, hier, il va se reconnaître – si quelqu’un veut rentrer avec un sofa dans un autobus, le chauffeur, il ne va pas le laisser entrer avec un sofa dans un autobus. Bien, à partir de maintenant, on ne peut pas entrer dans un autobus si on n’a pas un masque – je veux dire, à partir du 27 juillet.

M. St-Arnaud (Pierre) : Oui. Mais comment on met ça en vigueur ? Les chauffeurs d’autobus, c’est pas des policiers, puis c’est pas des fiers-à-bras non plus, là.

M. Legault : Oui, mais il y a des règles. Les règles doivent être respectées. Quelqu’un qui entre dans l’autobus, il paye, ou il a un ticket, ou il a une passe. Bon, bien là, il y a une règle qui s’appelle : avoir un masque.

Le Modérateur : On va passer à Valérie Bain, de Radio-Canada.

Mme Bain (Valérie) : Oui, bonjour. Un peu dans la même lignée, disons que la personne entre dans l’autobus ou dans le métro avec son masque, ou qu’il y a quelqu’un dans le transport en commun qui l’enlève et qui ne le porte pas, de quelle façon est-ce qu’on gère les conséquences ? Qui les applique ? Et peut-être aussi élaborer… Bien, la mairesse parlait du fait que… Qu’est-ce qu’on va faire pour inciter, pour en donner à ceux qui n’en ont pas ? Vous avez mentionné qu’il y a possibilité d’en distribuer. Quelle est votre approche par rapport à ça ?

M. Legault : Oui. Bien, ça coûte quelques dollars, un masque. On en a donné, puis on va continuer d’en donner. On a des réserves. On est en train de voir que les sociétés de transport, ceux qui en ont, ceux qui en ont acheté, ceux qui n’en ont pas acheté, de les aider, surtout les premières semaines, à les donner. Mais en même temps, moi, je compte sur la responsabilité des Québécois. Je pense qu’au Québec, on est solidaires des autres, on est respectueux, et je pense que c’est ça qui est le plus fort. Mais juste de dire que c’est obligatoire, c’est déjà un message. Ça veut dire que même un citoyen face à un autre citoyen peut dire à l’autre citoyen : « Hé, c’est obligatoire, de mettre un masque. » Non, mais ce que je veux dire, c’est que le fait que ça soit obligatoire, là, on ne mettra pas une armée, ou des centaines de milliers de policiers pour vérifier. Mais je veux dire : moi, je pense aussi qu’il y a une question de responsabilité. Puis on dit : c’est obligatoire. C’est sûr que ça va être plus facile, par exemple, à l’entrée du métro, parce qu’il y a des gens qui peuvent voir avant d’entrer dans un métro. C’est peutêtre plus compliqué dans les taxis. Bien là, je pense que les chauffeurs de taxi, les Uber, je pense que c’est une question de se protéger aussi, d’exiger que le passager porte un masque. Je pense que c’est une question de respect.

Mme Bain (Valérie) : Est-ce que ça va être passible d’une amende ? C’est un peu ça où je voulais en venir, aussi.

M. Legault : Non. Non. Il y a pas d’amende. La seule conséquence négative, c’est de ne pas avoir accès.

Mme Bain (Valérie) : Une question sur le tramway – est-ce que c’est possible pour les collègues de Québec ? – au sujet de l’annonce. Essentiellement, on sait que, bon, pour respecter le budget de 3,3 milliards de dollars, Québec veut abandonner le trambus. Le trambus devait coûter 580 millions de dollars pour circuler d’est en ouest dans la Basse-Ville. Le problème, c’est que le tram coûte plus cher que prévu. Est-ce que vous… ? Et vous avez insisté, d’ailleurs, pour que le budget soit respecté. Est-ce que la nouvelle mouture du projet est toujours appuyée de votre côté ? Puis vous êtes essentiellement le principal bâilleur de ce projet-là.

M. Legault : Oui. Bien, écoutez : j’ai parlé avec Régis Labeaume, la semaine dernière, de cette situation. Je lui ai demandé de nous donner un certain temps pour étudier le nouveau projet. Si vous vous rappelez, en 2018, la CAQ avait demandé, avant d’appuyer le projet, que les banlieues, à Québec, soient bien desservies. Parce que c’est important, là : on ne peut pas juste avoir la partie tramway au milieu. Il faut que les banlieues soient bien desservies. Donc, ce que j’ai demandé à Régis Labeaume, c’est de nous donner un peu de temps pour bien analyser la desserte des banlieues. Monsieur Labeaume m’a dit que, un, il avait l’appui des maires des banlieues, puis qu’il était donc satisfait de la desserte, puis que ça changeait pas grand-chose, le nouveau projet, sur la desserte des banlieues. Je veux m’assurer de ça. Donc, on va prendre un certain temps pour étudier le nouveau projet. Mais pour moi, c’est une condition qui reste incontournable : les banlieues à Québec doivent être bien desservies par le projet.

Le Modérateur : On va prendre la prochaine question.

M. Mercure (Philippe) : Oui, bonjour. Philippe Mercure, du journal La Presse. L’Union européenne a annoncé qu’elle allait ouvrir ses frontières aux Canadiens. Il y a peut-être beaucoup de Québécois, aujourd’hui, qui reconsidèrent peut-être la possibilité de prendre des vacances en Europe – en France, ailleurs. Qu’est-ce que vous leur dites, aujourd’hui, à ces Québécois-là ?

M. Legault : DR HORACIO Voulez-vous y aller ?

M. Arruda (Horacio) : Oui. Écoutez : il faut comprendre, il faut regarder la situation épidémiologique là-bas, en termes de transmission. Et je peux vous dire qu’avec ces réouvertures-là, on va faire l’évaluation pour vérifier si on ne va pas demander aux gens de rester en quarantaine pendant 14 jours. Il va y avoir des discussions avec le fédéral, bien entendu, parce que la Loi de quarantaine est sous sa juridiction. Mais au besoin, au Québec, on pourrait exiger une quarantaine supplémentaire si ce n’est pas fait par Ottawa, dans une perspective où, parmi les conditions de l’OMS, une des conditions de l’OMS pour déconfiner et maintenir le déconfinement, c’est de diminuer le… je dirais, l’importation de cas à l’extérieur. On est aussi préoccupés, si vous me permettez, par la frontière américaine : parce qu’on sait que, dans les États de l’Est, notamment, jusqu’en Floride, il y a énormément de cas. Donc, c’est des discussions qu’on a actuellement avec notre ministre et le premier ministre. Et on va voir, tout dépendamment de quelles seront les décisions que le fédéral va prendre, quel sera notre plan de contingence pour éviter une introduction massive de cas à travers… importés des autres pays.

Le Modérateur : On va y aller avec Sabrina Rivet, de Cogeco.

Mme Rivet (Sabrina) : Oui. Je viens de lire quelques commentaires sur les réseaux sociaux de gens qui disent qu’ils veulent maintenant peut-être bouder les transports en commun en raison du port du masque. Est-ce que vous pensez que ça va réduire, possiblement, l’achalandage dans les transports en commun, de rendre obligatoire le port du masque ?

M. Legault : J’espère que non. Mais je ne pense pas, non. Je pense que ça va être des exceptions. Les gens qui vont dire : « Si je suis obligé de porter le masque, je n’utiliserai pas le transport en commun, je vais prendre mon auto », je pense que ça va être minime.

Le Modérateur : Prochaine question.

M. Carabin (François) : Bonjour. François Carabin, du journal Métro. Bonjour à tous. Ma question s’adresse au docteur Arruda. On parle, récemment – entre autres, il y a des études de L’Institut national de santé publique qui sont sorties avec des modélisations du nombre de contacts significatifs qu’on a avec d’autres Québécois depuis le début du déconfinement. Avant tout le confinement, avant la pandémie, on évaluait ça à 12 ; pendant le confinement, à environ 4. Êtes-vous capable aujourd’hui de dire à combien nous en sommes ? Et je sais que souvent, le nombre de 8 ou plus rimait avec une deuxième vague. Comment se fait-il, donc, que nous n’en sommes pas à une deuxième vague ?

M. Arruda (Horacio) : Bien, il y a plusieurs facteurs. Ça, ce sont des éléments à l’intérieur. Il faut comprendre que les facteurs qui vont générer une deuxième vague vont être multiples. Ça, c’en est un, élément. Ce qu’on a remarqué, par contre, depuis le déconfinement, sans qu’on ait augmenté le nombre de cas hospitalisés ou de patients décédés, on a remarqué qu’à chaque fois qu’il y a un cas, il y a un peu plus de contacts. Donc, comparativement au moment où les gens étaient en confinement, un cas pouvait générer deux, trois contacts significatifs. Alors là, on est en train de remarquer, un peu partout au Québec, une augmentation. C’est pas encore dramatique, mais c’est un indicateur qui nous dit que les gens se déplacent plus, et cetera. Puis moi, je veux insister, là – le premier ministre l’a fait – le port du masque, le couvre-visage, actuellement, ça doit devenir une norme sociale, ça doit devenir un nouveau standard, tant et aussi longtemps qu’on va être dans une période, je vous dirais, de non-normalité. Parce qu’on sait que la distanciation de 2 mètres, c’est la chose à faire, mais on sait que dans la vie, on est amené à se retrouver souvent en dedans du 2 mètres, et c’est pour ça que je porte le couvre-visage : je protège l’autre ; l’autre porte le couvre-visage et protège l’autre. Ça vient ajouter à l’hygiène respiratoire. Distanciation, hygiène des mains, port du masque : je pense qu’il faut le faire. Et sinon, on va se retrouver dans des situations où on va revoir des flambées, puis on va être obligés de reconfiner des choses qu’on pourrait… Parce qu’on est déconfinés, mais en libération conditionnelle. C’est ce que je dis : c’est qu’il y a des conditions à respecter. Prenons si dans les bars, le gens se mettent à… ça devient des nids à éclosions, bien, on va devoir intervenir puis fermer. Et ça, je pense qu’il faut que les gens le comprennent dès maintenant. N’attendez pas d’être obligés pour porter le couvre-visage. Moi, je le porte.

Puis ça doit… Avec nos clés, quand on sort à l’extérieur, on devrait toujours avoir notre couvre-visage pour être prêt au cas où on aurait des contacts en bas de 2 mètre dans des situations de vie quotidienne.

M. Carabin (François) : Sinon rapidement, sur le développement d’un vaccin. On n’est pas encore rendu là, à travers le monde. On est encore à l’étape des essais cliniques, dans la plupart des cas. Ceci dit, dans la perspective où un vaccin devait être développé pour la Covid-19 – peut-être que ça pourrait s’adresser à monsieur Dubé ; à monsieur Legault aussi – est-ce qu’il y a un monde où on pourrait rendre le vaccin obligatoire aussi, comme le masque, pour s’assurer qu’une portion de la population suffisante est vaccinée ?

M. Legault : Veux-tu y aller ? (Bref échange inaudible à voix basse)

M. Arruda (Horacio) : Oui. Écoutez : dans les faits, il faut comprendre que ça va dépendre de la qualité du vaccin, puis ça va dépendre de quel va être l’objectif de vacciner. Prenons par exemple : pour le grippe, on ne vaccine pas tout le monde, on vaccine les personnes les plus à risque de complications. Si on regarde le comportement du coronavirus actuellement, chez les enfants, et qu’on regarde que chez les enfants, il y a pas de grande maladie et qu’ils ne sont pas des gens qui contaminent les autres, la stratégie, probablement, qui serait utilisée, tout dépendamment de la réponse immunitaire aussi qui génère chez certains groupes, ça serait de vacciner les personnes les plus âgées, les personnes les plus à risque, les gens qui ont des maladies chroniques, les gens qui ont des maladies immunitaires. Ça fait que ça, je pense que ça serait comme ça, la plus logique, surtout quand on est en développement d’un vaccin et que la quantité sera, initialement, un peu limitée – parce que tous les pays vont vouloir l’avoir. Donc… Et ça va dépendre, tout ça, de ce que vont donner les résultats. Est-ce que le vaccin va être protecteur chez les personnes âgées ou pas ? Est-ce qu’elles vont être capables de développer une immunité ? Ça va dépendre, à ce moment-là, de la qualité du vaccin. C’est trop tôt pour le dire, mais je vous dirais qu’une bonne hypothèse, c’est qu’on vaccinerait les personnes à haut risque.

Le Modérateur : On va passer aux questions en anglais, questions in English.

Mme Zogalis (Elizabeth) : Elizabeth Zogalis, CJAD. You mentioned before that you don't want police… hundreds of police officers inside the stations or at bus stops to police this new rule. The STM union says they don't want to have their drivers have to enforce it, so how exactly will the new law be enforced?

M. Legault : O.K. We expect the Transport Commission, the different societies of transport, to apply the rule. So, I understand, and I'm not surprised of what you're saying, but we expect them to apply the new rule.

Mme Zogalis (Elizabeth) : Will there be any kind of fines or how is it going to work if someone wants to get on to the bus, but the bus driver says, well, I'm not dealing with this?

M. Legault : Yeah, but what would happen if the union says I start not collecting any more money or not assuring that we have a pass or whatsoever? I think it has to be a rule, yeah.

Le Modérateur : We’ll go with (inaudible), Canadian Press.

Journaliste : (Unidentified, Canadian Press) Good… I guess, good midday to everyone. Just to repeat the question of my colleague. So, I just want to confirm… if you can confirm about the enforcement in English. So, there will be no police enforcing this whatsoever on buses or on metro. There'll be no tickets, no fines. If you manage to get inside a metro with… and no one's at the door, you're in the metro, you don't have a mask, Metro security won't be able to fine you. They'll just have to ask… they'll ask you to leave? I mean, can you just go into deep detail please?

M. Legault : Right. Yeah. The rule will be that the only consequence will be that you cannot use the transport. There is no fine – any amount of money to be payable – but you won't have access. And I understand that in the metro, of course, you can wear a mask when you get in, and then you can change your mind and not wear the mask, but we also need to count on the respect and solidarity of the population, because the goal is to protect other people. So, I think people not wearing a mask would show a lack of respect, and I think in Quebec, it’s not something you want to show.

Journaliste : And Dr. Arruda, just on a personal note, these past few months have been quite difficult; difficult in general, I would imagine. You've been quite busy. In anticipation of a possible rise in infections in the fall, are you planning on taking a break, and how do you plan on recharging your batteries, so to speak, and what advice would you give other people in the government to do the same?

M. Arruda (Horacio) : In fact, I've been asked by my minister to take vacations, so I will be…

M. Legault : What about me?

M. Arruda (Horacio) : And the Prime Minister too, but my direct boss is my minister, so I will be in Quebec. It's clear I'm going to be like I was in Morocco with my phone and checking what is going on: Ready to come back any time, that’s clear. But I will do that, and I always try to be on vacation too, sleeping well, if possible, to maintain the rhythm. So, listening to music and do things that are good – bicycle and sports. So, that's… And it's what I recommend. But I will tell you that I will wear the mask when I'm going to be, even on vacation when I'm going to be in risk of being in 2-3 metres. So, I think it's a very important message today. We are making it mandatory in transportation, but why wait? If you want to protect yourself and others, please use your mask even on vacation, and there is new styles of mask that can match even your bathing suit.

Le Modérateur : We’ll take the next one.

M. Turnbull (Jay) : Jay Turnbull from CBC. I’ll read you a bit of a tweet here. Well, it’s regarding the testing. I think we’re down to about 6,000 people per day. The numbers are going down – the number of infections are going down, of course, because it seems like we are testing fewer people, almost like the Donald Trump pattern of “the fewer we test, the fewer positive results we’ll have.” This tweet here: “I woke up with a fever, cough, chest pain and sore throat. However, I’m not eligible to be tested for Covid-19. I was just told to self-isolate.”

I think there is some confusion for Quebecers. They are wondering who can get tested, where can they get tested? This person says he was told that because he wasn’t in contact with anyone that had Covid-19 symptoms, he was told he couldn’t get tested. What’s the truth here?

M. Arruda (Horacio) : That's a problem. Thank you for this information. I would like to know where it happened, because I want to correct (it). It's clear that even asymptomatic people who want to get tested must be tested. Actually, there is even clinics waiting for patients and they are not coming, so if you want to be tested, no problem. If you have symptoms, it's clear you must be tested. I will make sure that this information… And my Premier and my minister told us that they are not happy with the rate of testing we're doing in Quebec. We are launching a new strategy with asymptomatics that will prepare us to to have a big capacity of testing when cases are going to come back, and perhaps my Minister wants to add on this.

M. Dubé : (Quebec Health minister) Well, I think it's clear that it's roughly 6,000 per day. This is not enough. And there are many reasons for that; and probably the middle of the summer explains part of it; and people that have a sense of confidence, maybe. But it's a false sense of confidence, and we should not base on that to make sure that everybody that wants to be tested should be tested first.

What we've asked Dr. Arruda, with my deputy ministers, is to make sure that we have a plan, because we are not testing enough. And we are not testing… We will look into the next few days as to how we can look into certain regions. And I think the example of what's happening in the bars, for example, in the Laurentides – what should we do with those regions? What should we do on the Grande-Allée, in Quebec City? I think we have to look by region. We have to look also at the border, because we know that this is going to be an issue during the summer between the States and Quebec. And so, we need to look at how we can increase the number of tests and not waiting for September. So, what we've discussed in the last few days is really to go for a plan to go back to our objective by the end of this month. So, there is really a clear path of action to go there.

M. Turnbull (Jay) : O.K. You mentioned the Laurentians. A question for either Dr. Arruda or

Mr. Legault: In the Laurentians, in the Montérégie, some hospitals as well in the Townships, on the weekend they were above 100 percent capacity in their emergency rooms. A lot of people are coming back, after I guess staying away for so long because they didn’t want to déborder the hospitals. Are there any special measures or concerns about too many people coming back and maybe overflowing, I guess, the emergency rooms, any measures in place to prevent that?

M. Dubé : I can probably just tell you that we've seen those numbers in the emergencies, as you are quoting, especially in Montreal and certain hospitals, as the ones you're talking about in the Eastern Townships. It's… I think it's a bit normal that we see this increase because people were scared of travelling; they were scared of going to the hospital. Now that there is a sense of confidence – and I'm quoting: sometimes a “false sense of confidence” – people are coming back to the emergency. So, it's normal, short-term, that we see this increase.

But what I would like to tell you is that our goal is still to make sure that we’re going to manage those overcapacities. And I'm totally in line with what previously Mrs McCann has done to make sure that we have all the new arrangements that we have with the specialized nurses, that we have with the pharmacists, and all the the things that we worked on the first line: they will have also an impact on the emergencies.

So, I think, my… I want to be very clear. It's normal that we see this increase at this time, but we'll make sure that we're going to work with a clear plan to make sure that, midterm, those emergencies are at the level that we have committed during our campaign a year ago.

Le Modérateur : que vous répétiez votre réponse en français, s’il vous plaît, sur le dépistage et les tests.

M. Arruda (Horacio) : Sur le dépistage… ? O.K. En français ?

Le Modérateur : En français.

M. Arruda (Horacio) : Ah, excusez-moi. Je cherchais (la langue) (?). Ha ! Ha ! Je m’excuse. Écoutez : ce que je disais tantôt, par rapport... Il semblerait que quelqu’un qui a eu des symptômes s’est fait refuser le test, parce qu’ils lui ont dit de rester à la maison et de… parce qu’il n’avait pas eu de contacts : c’est complètement… c’est pas du tout une orientation qu’on a actuellement. Au contraire : les personnes qui ont des symptômes doivent se présenter et doivent être testées, actuellement, surtout si c’est des symptômes compatibles avec la Covid-19. Et un patient qui serait asymptomatique, pour une raison ou une autre, aurait été exposé ou pense avoir été exposé ou voudrait se faire tester, il n’y a pas de refus qui est fait actuellement. Il ne devrait pas y en avoir. S’il y en a, il y a un problème, parce qu’on a des centres de dépistage qui sont ouverts et qu’actuellement, n’arrivent même pas à combler leurs… leurs rendez-vous, dans le sens où ils sont ouverts, mais ils attendent les patients.

Donc, j’invite la population à le faire. Et comme je le disais, notre premier ministre et mon ministre considèrent que les tests qu’on fait actuellement ne sont pas au niveau qu’ils devraient être. Et on travaille actuellement à une nouvelle stratégie, je dirais, de tests. Le ministre a parlé tantôt d’approche auprès, bien entendu, des travailleurs de la santé, mais notamment auprès des frontières, auprès de certaines situations problématiques aux régions, là où il pourrait y avoir de la circulation, des interventions dans les bars, et cetera. J’ai complété pour vous, monsieur le ministre. Je ne sais pas si vous voulez ajouter autre chose ?

M. Dubé : Ça couvre le point. Merci.

Le Modérateur : Il nous resterait deux questions. Prochaine question.

M. Bruemmer (René) : Bonjour. René Bruemmer, Montreal Gazette, for Dr. Arruda. With the increase in socializations that we’re seeing with people going back to bars, going out; there’s a worry of course that we could see a bit of a second surge. At what point does Quebec say, we have to go back to certain confinement measures, and in what order could that be? You know, do we start shutting the bars again, the restaurants? Is it at 200 cases a day… 500? How do you decide?

M. Arruda (Horacio) : It’s a combination of factors. First of all, the thing is that we know that with the confinement, it’s normal to have a little of cases and a little bit of hospitalizations, but the important issue is to make sure that we search and contain very fast and be able that the outbreak not being 40-50 persons, but stay at the level of 10 or 15 by testing, by making people isolations. So, this is the case. But, as soon as we are going to see, I would say, those kinds of flaring… flaring up, we will go very aggressive case contact tracing, testing, and if we think there is… it’s a pattern coming everywhere or too much to places, we would probably have to stop that thing. Like, I would say, if bars do respect the two metres distanciation, the rules that we put, the risk of being in there will be like in a restaurant, and it’s okay. But the problem is when you go away from those rules.

And we have inspectors of CSST and we have… we will probably make some checkpoints because we should not tolerate those kinds of situations, because some others will say: “Oh, if he does it, I can do it.” So it could be an epidemic of bars being a party, which is very dangerous, because we don’t want to have… You know, we’re going to pay. We’re going to all pay for that, and it’s why I think I’m inviting the proprietor, the owners of the bars and the employees, and the clientele to respect those rules because that’s… If it’s a place for getting outbreaks, we’ll close them.

M. Bruemmer (René) : If I may, I believe Toronto’s mayor today is going to ask that people in all indoor spacing have to wear masks. Why isn’t Quebec – or at least Montreal perhaps – going in that direction?

M. Arruda (Horacio) : I think my Premier told the information. We are going step-by-step, and we’ll see. As if there is, I would say, a non-commitment of people to wear the mask at a high percentage in the population, we will have to take those kinds of decisions, but I think that – you know – when you make things mandatory, there is always side effects, and the best thing is that people understand – and I’m very serious… very serious – please wear your mask. I know it’s not normal, it should become a reflex of us, because when it’s going to be circulating here and far, it’s going to be saving lives.

Le Modérateur : We'll take a last one.

Mme Parrillo (Felicia) : Hi, Felicia Parrillo, from Global News; a question for monsieur Dubé. The CIUSSS Ouest-de-l’Île, they spent 140,000 dollars in twenty days in April on an outside communication-in-crisis company. In your opinion, is that a responsible use of taxpayer money during the pandemic?

M. Dubé : Well, I would probably have to look into that particular spend to see what it was spent for, so you can understand that I need to look into it. But I think as we’ve seen, and my general comments would be that if they did that, they used their judgement, and they made sure that it was done for the right reasons. But you would allow me to look into this before I make any additional comments.

Mme Parrillo (Felicia) : But there is… these consultants are making hundreds of dollars an hour, you know. Meanwhile, there are frontline workers making about 20 dollars an hour during this crisis.

M. Dubé : But that’s the reason I’m making the assumption that this was made with a good judgement, but you would allow me to look into it just to make sure that I understand the situation.

Mme Parrillo (Felicia) : O.K.

M. Dubé : Thank you.

M. Legault : Merci, tout le monde.